

SOLIDARITÉ AVEC LES INCULPÉS DE VILLIERS-LE-BEL

À LA FIN D'APRÈS-MIDI DU 25 NOVEMBRE 2007, Lakhamy et Moushin - deux adolescents - se font shooter par une voiture de la police. Un meurtre de plus. Deux nuits d'émeutes.

Sur les lieux, le commissaire fraîchement arrivé, se fait lyncher. Destructures des bâtiments institutionnels, affrontements directs contre la police, tirs à la chevrotine, barricades, guet-appens tendu contre les flics, attaque et incendie du commissariat...

Du 25 au 27 novembre, Villiers-le-bel se soulève et ne se résigne pas.

CES MOMENTS D'AFFRONTEMENTS ET D'ÉMEUTES NE SONT PAS ISOLÉS. En octobre 2007, à Saint-Dizier, flics et pompiers sont caillassés, puis la MJC incendiée. 8 personnes passent en procès actuellement, avec des réquisitions reposant sur des témoignages sous X. A plusieurs reprises, depuis 2005, à Grigny les flics se sont fait tirer dessus à la chevrotine. En novembre 2005, la révolte s'était étendue un peu partout.

Depuis rien n'a changé.

À partir du 21 juin a lieu le procès de 4 personnes inculpées d'avoir tiré à la chevrotine sur les flics durant les émeutes. On sait bien, il suffit de l'avoir expérimenté ou d'y être confronté une fois, ce qu'est un tribunal. Mise en scène bien huilée, quelques chacals habillés en noir jonglent avec les peines et la vie de celles et ceux qui sont du mauvais côté de la barre. C'est pas une mesure exceptionnelle du type accordée une clémence ou faire sauter un haut responsable, qui changeront quelque chose. La Justice est nécessairement du côté de l'État et des plus riches. Pour le procès des émeutiers de Saint-Dizier, le procureur a déclaré que « *rien ne justifie ce comportement antisocial de ces quelques barbares aigris et paresseux* ».

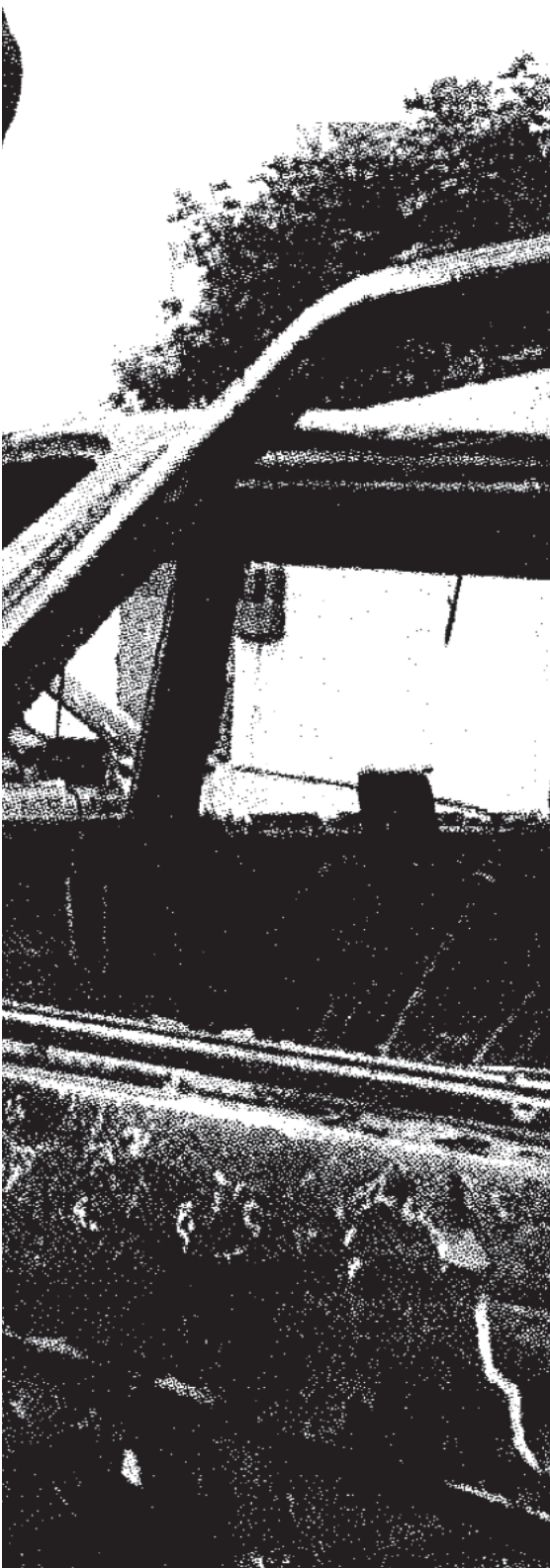
Nous n'attendons plus rien de l'État, de sa Justice et de ses institutions.

LES PERQUISITIONS ET ARRESTATIONS DU 18 FÉVRIER 2008, ont été surtout une démonstration de force et un acte de communication du gouvernement. Les journalistes présents ne couvraient pas un événement, ils en faisaient partie. À partir de là chacun va essayer de tirer les marrons du feu. L'État réaffirme son monopole de la violence. La Justice devra suivre, entérinant cette réalité, en assenant de lourdes peines.

Le PS a joué sa carte en prenant un «grand frère» sur ses listes électorales. L'ambitieuse Sylvie Noachovitch, avocate d'un des inculpés et élue UMP, s'est mise sur les rangs. On peut imaginer que Villiers-le-bel en a vu passer quelques-uns, de tous les bords politiques. De Luc Besson aux derniers gauchistes... Pas sûr que tous ces rackets politiques profitent aux inculpés...

LES HÉLICOPTÈRES, LES SNIPERS (DU RAID), les menaces réitérées d'envoyer l'armée, le couvre-feu en 2005, Vigipirate et ses militaires dans les gares... On a pu l'observer depuis une paire de décennies, le rôle et les moyens de la police et





de l'armée tendent sinon à fusionner, au moins à s'entremêler. Au Kosovo l'essentiel de la mission de l'armée française a été le maintien de l'ordre. Symptomatique d'une époque où **l'État n'a plus rien à proposer. Sinon le maintien du statu quo.**

LORSQUE LA RÉVOLTE ÉCLATE, l'évènement qui la déclenche est souvent la goutte d'eau qui fait déborder le vase. Autrement dit, pour qu'une étincelle mette le feu à la plaine, il faut que la plaine soit prête à flamber.

Bien sûr, la seule présence policière peut être une raison suffisante pour avoir les nerfs. Au-delà de ça, ces émeutes sont aussi une preuve de lucidité. À savoir que l'on a bien compris qu'ici nous n'avons et nous n'aurons que la survie. Que cette survie a le goût de la soumission, de l'ennui et de la fatigue. Que l'État et les politiciens n'ont rien d'autre à proposer. Que ces politiciens bataillent en communication en vue d'élection, mais ont de toute façon sensiblement la même gestion une fois arrivés aux affaires.

Que notre situation de survie est nécessaire au capitalisme et à son développement. Le plan d'austérité en Grèce et de rigueur ici en est la dernière illustration.

Que face à la police dans la rue, face à une assistante sociale dans son bureau, face à un patron sur le marché du travail : nous sommes toujours le dindon de la farce. À nous d'inverser ce rapport.

LE PROCÈS DES INCULPÉS DE VILLIERS-LE-BEL DÉBUTE LE 21 JUIN AU TRIBUNAL DE PONTOISE SOLIDARITÉ

KALIMERO

CAISSE DE SOLIDARITÉ

DANS UN CONTEXTE OÙ L'ÉTAT ET LE CAPITAL sont à l'offensive pour intensifier leur contrôle et l'exploitation, la révolte sociale ne peut que s'étendre et s'amplifier tant dans des mouvements massifs qu'au quotidien.(...)

La taule est une arme aussi banalement appliquée contre la conflictualité sociale que le coup de matraque ou le lacrymogène. La prison n'est pas qu'un lieu où l'on enferme pour détruire méthodiquement le déviant, c'est aussi une idée distillée dans tout le corps social, une menace qui doit produire que chacun doit se tenir tranquille. Elle est l'aboutissement des techniques d'isolement et de séparation. De plus en plus nombreux sont celles et ceux qui finissent enfermés derrière des murs et des portes bien verrouillées par des cercles concentriques de matons, de juges, de flics, de journalistes, de syndicalistes responsables. Arracher l'individu à ses relations, séparer chaque corps par l'encellulement et aussi isoler une partie des prolétaires que l'on enferme des autres, restées à l'extérieur : voilà la technique et la fonction du système carcéral.

Parce que nous savons que la Police et la Justice ne sont que des machines de guerre visant à écraser toute velléité de révolte, nous n'invoquerons pas en pleurnichant une position de victime. La tâche que nous nous fixons est d'apporter une aide concrète et matérielle aux camarades, compagnons et amis (même si nous ne le connaissons pas) principalement sous la forme de mandats mensuels pour les prisonniers (...)



POUR PRENDRE CONTACT :
KALIMEROPARIS@RISEUP.NET